



La méthode

Diplomatie. Finie la politique étrangère agressive de l'ère Bush. L'administration Obama mise sur les négociations tous azimuts, y compris là où on s'y attend le moins. Petit tour d'horizon.

Les années du tandem Dick Cheney et George W. Bush sont définitivement révolues. Désormais, plutôt que d'employer le terme de « politique étrangère », les Américains privilégieront celui de « diplomatie en action ». Une nouveauté qui se fait déjà ressentir à l'échelle mondiale, car si l'offensive diplomatique de l'administration Obama vient tout juste de commencer, elle a d'ores et déjà amorcé un tournant à 180°. C'est dans ce contexte que la Secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a effectué entre mi-février et début mars une tournée en Asie et au Moyen-Orient avant de se rendre en Europe. Le choix de l'Asie, et notamment de la Chine, comme première destination est en soi révélateur d'un changement de cap, à l'instar du premier coup de fil du président américain Barack Obama au président palestinien Mahmoud Abbas, ou

encore de la désignation de George Mitchell comme émissaire spécial au Moyen-Orient. «Après tout, nous sommes une puissance autant transatlantique que transatlantique», a déclaré Hillary Clinton avant son départ. Au Moyen-Orient, elle a défendu ouvertement sa conception d'une solution à deux Etats pour résoudre le conflit israélo-palestinien, tout en appelant de ses vœux une paix globale au Proche-Orient. Dans cette perspective, deux diplomates américains de haut rang se sont rendus en Syrie. Ils étaient de fait les premiers à être reçus à Damas depuis plus de quatre ans, dans le but d'encourager une «dynamique de progrès» dans les pourparlers indirects entre Israël et la Syrie.

Offensive de charme

Cette disposition des Etats-Unis au dialogue modifie de façon significative les relations interarabes. En effet, l'ouverture en

direction de la Syrie, appelée à user d'une «influence modératrice» sur le Hamas palestinien, le Hezbollah libanais et les opposants sunnites au gouvernement chiite irakien de Nouri Al-Maliki, a favorisé un rapprochement entre Damas et l'Arabie saoudite. Le roi saoudien Abdallah, en froid avec le président syrien Bachar Al Assad depuis l'assassinat en 2005 de l'ex-Premier ministre libanais Rafic Hariri, a ainsi envoyé à Damas son demi-frère, le prince Miqrin ben Abdel Aziz, chef des services secrets, pour repenser «coopération et coordination». A noter également que si la Syrie n'avait pas demandé à Khaled Mechaal, chef politique du Hamas exilé à Damas, de reprendre le dialogue avec l'Egypte, la conférence de réconciliation inter-palestinienne n'aurait probablement pas eu lieu. Sans l'aide de la Syrie, l'Egypte aurait eu beaucoup de mal à remettre en selle sa fonction de «médiateur» attiré entre Israël et les Palestiniens, surtout après avoir maintenu fermée sa frontière lors de l'offensive israélienne à Gaza. Pour autant, les Syriens ne remettront pas en cause leur alliance avec Téhéran pour un éventuel retour dans les petits papiers de Washington. «Bachar Al-Assad veut d'abord voir ce qu'on lui offre en retour», résume un diplomate occidental au Caire. «Il veut la fin progressive des sanctions américaines contre son régime, l'effacement de la Syrie de la liste noire des pays soutenant le terrorisme du département d'Etat. Et, bien sûr, il veut que Washington obtienne d'Israël l'éva-



Au Moyen-Orient, Hillary Clinton a défendu ouvertement sa conception d'une solution à deux Etats pour résoudre le conflit israélo-palestinien.

Obama

cuation du Golan, occupé depuis quatre décennies par Israël». Autre changement de donne remarquable dans la région : les Etats-Unis se montrent prêts à dialoguer avec l'Iran. Hillary Clinton a ainsi estimé que l'Iran pourrait participer à une conférence internationale sur l'Afghanistan envisagée le 31 mars. Une proposition accueillie favorablement à Téhéran. Enfin, lors de sa troisième série de déplacements en Europe, Hillary Clinton s'est livrée à une offensive de charme au Parlement européen de Bruxelles vendredi 6 mars. Washington souhaite manifestement réorienter avec ses alliés européens, ses relations souvent tendues lors des huit dernières années. Une intention confirmée par la visite du Vice-Président américain Joe Biden une semaine plus tard, lors de laquelle il a rencontré les ambassadeurs des 26 pays de l'OTAN et des responsables de l'UE pour discuter de la stratégie à suivre en Afghanistan.

Les Etats-Unis «écoutent»

A CET EGARD, JOE BIDEN A ASSURÉ les alliés des Etats-Unis qu'il était venu «écouter» ce qu'ils

avaient à dire pour «parvenir à une stratégie commune» dans la région. «Quand nous bâtissons ensemble une stratégie, elle fonctionne», a-t-il ajouté. Il a cependant souligné qu'«une fois que l'on y sera parvenu, les Etats-Unis attendent de chacun de leurs alliés qu'ils honorent leurs engagements... Les Etats-Unis voient bien que tous nos alliés ne peuvent pas envoyer plus de soldats, mais nous apprécions d'autres formes d'assistance», a expliqué par ailleurs un haut responsable de l'Administration.

En février dernier, Barack Obama avait annoncé coup sur coup l'envoi de 17 000 soldats américains supplémentaires en Afghanistan d'ici à août 2009 et le retrait du gros des troupes d'Irak d'ici à août 2010. Dans une interview accordée dimanche 8 mars au *New York Times*, le président américain est allé jusqu'à tendre la main aux éléments modérés des Taliban, citant le succès d'une stratégie similaire appliquée en Irak visant à inclure certains sunnites initialement hostiles aux Américains. Le président afghan Hamid Karzaï a aussitôt salué ces déclarations : «C'est une très bonne nouvelle que

Barack Obama soutienne l'idée de discussions avec les Taliban qu'il considère comme modérés». Et pour continuer dans sa lancée, Hillary Clinton a achevé sa tournée européenne par un dîner avec son homologue russe Sergueï Lavrov à Genève, au cours duquel elle a exprimé la volonté de Washington de relancer sur de nouvelles bases la coopération avec Moscou, et ce en lui offrant symboliquement un boîtier surmonté d'un bouton rouge portant l'inscription «relance». Sergueï Lavrov a dit «apprécier que l'Administration Obama soit prête à écouter les autres pays». Un premier contact positif en prélude à la rencontre en tête-à-tête des présidents Barack Obama et Dimitri Medvedev, prévue le 2 avril à Londres en marge du sommet des pays du G20 sur la crise économique.

Dans la foulée, le Congrès américain a voté mardi 10 mars la levée des restrictions de voyage à Cuba pour les Américains originaires de l'île. Cet assouplissement intervient alors que la question d'une levée de l'embargo commercial américain est à nouveau considérée. Barack Obama en fait-il trop ou pas assez ? Toujours est-il que la «new attitude» des Etats-Unis consiste à se montrer dignes de leur place dans le monde, tout en favorisant la résolution des différends par la négociation et en refusant d'ignorer certains pays. Les concepts d'«Etat voyou» et d'«Axe du mal» semblent au passage être passés à la trappe. A suivre...

AMINA BOUBIA

Le président américain est allé jusqu'à tendre la main aux éléments modérés des Taliban.